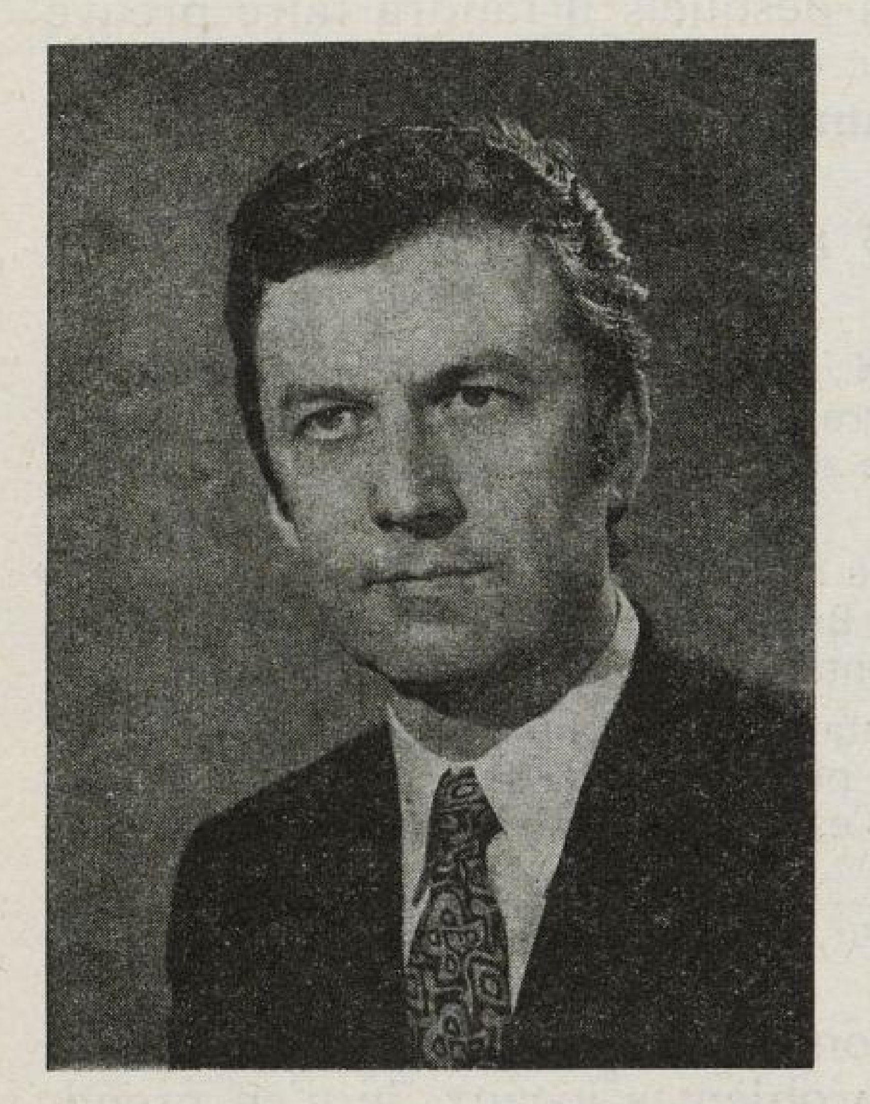
République Française

Elections Législatives de Mars 1973

1re Circonscription : TULLE



Corréziens, Corréziennes,

Après 15 ans de pouvoir exercé par une même majorité, les Françaises et les Français aspirent sans aucun doute à un changement ; changement réel et profond, mais dans le calme.

Il est grand temps en effet de mettre résolument l'Etat au service de l'Homme, d'affirmer la primauté de la morale sur les pouvoirs financiers, de donner aux besoins collectifs la priorité sur les intérêts particuliers : **l'argent de tous doit servir à tous.**

● Tous les Français doivent, enfin ! pouvoir vivre dans la **DIGNITÉ.** Cela suppose :

— un effort prioritaire pour améliorer le sort des **personnes âgées.** L'allocation-vieillesse doit permettre une existence décente, de même que l'effort doit être amplifié pour donner à chacun un cadre de vie normal au lieu d'un appartement trop souvent vétuste et sans confort ;

— la garantie d'un **revenu minimum** de 1 000 F par mois, accompagnée, dans le cadre d'un nouveau plan social :

- d'une garantie de l'emploi,
- d'une amélioration progressive des **conditions de travail...** Toutes choses auxquelles doit aider le **pouvoir syndical,** soucieux d'objectivité et d'indépendance politique, ayant capacité d'information, d'expression et de participation effective aux décisions ;

— l'institution d'une **Cour économique** ayant pour mission de veiller à l'application des règles de concurrence et de défendre le **consommateur** ;

— la satisfaction, aussi, de revendications élémentaires émanant du monde des anciens combattants, des rapatriés...

● Tous les Français doivent pouvoir vivre dans une société dont les **responsables** auront le souci d'une plus grande **JUSTICE**, d'une plus grande **ÉGALITÉ.**

Pour cela, des mesures concrètes sont à prendre :

— Meilleur équipement social et scolaire pour une plus grande égalité des chances dès la première enfance ; **formation** et **orientation** des jeunes, plus en conformité avec les besoins réels des différents secteurs d'activité.

— Priorité donnée aux **équipements collectifs** (hôpitaux, écoles, abattoirs, téléphone, communications, logements sociaux...). Plus ces équipements sont nombreux, plus l'égalité est réelle entre les hommes qui, aisés ou non, en bénéficient de la même manière.

— Réforme de la **fiscalité** dans le sens de l'égalité effective dans les prélèvements affectant les revenus du **travail** et du **capital.**

— Mise en œuvre d'un nouveau plan de **Sécurité Sociale** prévoyant la couverture des **risques sociaux** et indiquant le montant des **retraites** pour toutes les catégories, y compris notamment les agriculteurs, artisans, commerçants, travailleurs indépendants.

— Justice à rendre, à d'autres égards, au monde des **commerçants** et des **artisans,** victimes de l'imprévoyance des responsables politiques sensibles seulement aux mouvements de rues ou à la pression d'organisations professionnelles.

— Assurance d'un « revenu moyen » donnée aux **agriculteurs**, par une véritable politique des prix agricoles qui ne reviendrait pas plus cher au pays que la politique des subventions successives accordées tantôt pour « planter », tantôt pour « arracher »...

● La France doit se donner les **MOYENS** d'une telle politique :

— Réduction de certaines **dépenses publiques** portant, par exemple, sur l'intervention de l'Etat en faveur d'opérations industrielles improductives, sur la force de frappe atomique...

— Répartition plus harmonieuse de la fiscalité d'Etat et de la fiscalité locale, en vue de donner aux **communes** (auxquelles doit être remboursée la T.V.A.) les moyens d'assumer l'essentiel de leurs responsabilités.

— Instauration d'un véritable **pouvoir régional**, responsable des équipements de la région : la garantie d'une gestion **adaptée** aux besoins des Français passe par ce pouvoir régional, susceptible d'éviter les excès et les erreurs de la bureaucratie « parisienne ».

— Edification accélérée de l'**Europe**, seule garantie d'indépendance pour la France, face aux grands blocs militaires et face à la domination du dollar...

● Il y a bien d'autres problèmes encore pour la solution desquels il faudra faire preuve de plus d'imagination et de plus de détermination que dans le passé... Ainsi de tout ce qui touche au monde des **handicapés**, à celui de la **famille**...

● Tout doit être mis en œuvre également pour un plus grand développement de cette région qui nous est chère : la **Moyenne Corrèze** :

— L'amélioration du **réseau routier** (R.N. 20, R.N. 89, R.N. 120 surtout) est un élément capital de ce développement. Nous ne devons plus avoir à nous « battre » comme nous l'avons fait pour le maintien de la 120 en 1re catégorie, car nous voulons un régime dans lequel « justice soit rendue » à tous, normalement.

— La mise en place d'autres éléments nécessaires à la vie de notre circonscription doit se faire en fonction des besoins réels ; ainsi de l'**aérodrome commun** à Brive et à Tulle : il doit être aménagé entre ces deux villes et non, comme l'abattoir dit « départemental », aux confins de la Dordogne.

— Le développement des « points-forts » existants (Argentat, Tulle, Uzerche, Lubersac, pour ne citer que les principaux) doit se faire par une **industrialisation** plus poussée, seul moyen de retenir la population en milieu rural, voire de revitaliser ce dernier. C'est là un point capital de la politique que j'entends mener.

— Doivent être poursuivis encore, au rang qui est le leur, les **équipements touristiques...**

● Si j'ai conscience qu'il n'est pas de remède-miracle (contrairement aux affirmations de certains) aux problèmes nationaux, pas plus qu'aux problèmes locaux, je n'en prends pas moins l'engagement de donner de mon temps et de mon énergie au service de la Circonscription, comme je me suis efforcé de le faire jusqu'à ce jour au service de la ville dont j'ai la charge depuis la disparition de Jean Montalat.

Tous les programmes, certes, proposent plus et mieux...

Mais peut-on attacher quelque crédit aux propos d'hommes qui, en « mission » sur terre corrézienne, promettent que, demain, ils feront ce que leurs amis politiques au pouvoir depuis 15 ans n'ont pas su ou voulu faire ?

Faut-il, désireux d'un changement, courir l'aventure d'une alliance présentant un programme commun, de l'application duquel les communistes se disent les seuls garants ? Seraient-ils aussi, les communistes, garants de nos libertés ?

Il est des inégalités qu'il faut absolument effacer, des mœurs politiques qu'il faut assainir ; la gestion des affaires publiques doit se faire dans le seul but du service de tous, à commencer par les plus défavorisés... Le pays a besoin, pour cela, d'un changement dans le calme : c'est ce que je vous propose.

Quant à ma charge de maire de Tulle, elle me met en contact permanent avec les hommes et les problèmes d'un département que je n'ai jamais quitté ; je me sens naturellement et passionnément attaché à défendre les intérêts de cette moyenne Corrèze où nous vivons.

...Et c'est avec acharnement et tenacité que je m'emploierai à le faire si, le 4 mars prochain, vous m'accordez massivement vos suffrages.

Vu, les candidats.

Georges MOULY
Maire de Tulle

Suppléant : **Pierre FAURE**
Maire-adjoint de Beyssenac

MAUGEIN - TULLE